



Les paysans doivent pouvoir vivre de leur travail !

Ce début d'année est marqué par la mobilisation d'une grande partie du monde agricole. Beaucoup sont pris en tenaille entre des coûts de production qui augmentent, la férocité de l'agro-industrie, de la grande distribution et les grandes banques. Tous subissent les conséquences du dérèglement climatique, auquel la grande agriculture capitaliste contribue aussi.

Il y a les gros paysans, représentés par la FNSEA, qui défend une agriculture intensive à échelle industrielle, qui exporte sur les marchés mondiaux. Ils contestent les normes sanitaires et environnementales, réclament toujours plus de "bassines" pour utiliser toute l'eau à leur profit aux dépens des plus petits paysans et de la population. Ce sont eux que le gouvernement Attal entend satisfaire.

Et il y a les agriculteurs et les agricultrices, les paysans et les paysannes qui ne peuvent plus vivre de leur travail : 18% vivent en-dessous du seuil de pauvreté ! Ils savent qu'il n'y a pas de salut pour eux dans la course aux rendements et à l'agrandissement à tout prix. Ils veulent préserver la terre qui nous nourrit et défendre un modèle de production agricole respectueux de l'environnement et dont les produits sont accessibles aux milieux populaires.

Beaucoup dénoncent les accords de libre-échange qui permettent à des produits qui viennent des pays qui n'ont pas les mêmes normes sociales et environnementales d'entrer sur le territoire sans taxes. Ce sont souvent ces produits que beaucoup d'entre nous sont obligés de consommer parce qu'ils sont moins chers.

Toutes les couches populaires, de la ville et de la campagne, subissent de plein fouet l'inflation : les paysans et les paysannes ont raison de se battre pour un revenu décent qui leur permette de vivre. Et les travailleurs, chômeurs et précaires, jeunes et retraités, ont raison de se battre pour des augmentations des salaires, des pensions, des bourses, contre la surexploitation.

Le nouveau gouvernement Macron-Attal a déclaré la guerre aux travailleurs, aux jeunes et moins jeunes, aux plus modestes, aux chômeurs, aux travailleurs migrants... Mais rien pour le logement social, la santé, l'école publique, les quartiers populaires ! Hors de question pour lui de toucher aux bénéfices des monopoles en hausse de 15 % sur un an pour les entreprises du CAC 40 (81 milliards d'euros net au 1^{er} semestre 2023 !).

Ce sont autant de terrains de lutte qu'il nous faut développer ensemble contre un gouvernement de combat qui sert ceux de son camp et mène la guerre au nôtre, mais que toutes ces résistances mettent en difficultés !

Parti Communiste des Ouvriers de France

Février 2024



Ecrivez-nous : pcof@pcof.net

Retrouvez-nous sur notre site www.pcof.net

Ou sur Facebook : facebook.com/PartiCommunistedesOuvriersdeFrance/

Adresse locale :